

Publications économiques et financières



Conjoncture économique

N° 384 / Mars 2023

TENDANCES CONJONCTURELLES

4^e TRIMESTRE 2022

Confrontée à l'inflation, l'économie calédonienne présente des situations sectorielles contrastées

Légère baisse du climat des affaires

L'Indicateur du Climat des Affaires (ICA) se replie légèrement puisqu'il perd 2,2 points au 4^e trimestre pour s'établir à 106,0. Depuis sa forte hausse au 1^{er} trimestre, l'ICA est resté relativement stable sur l'année 2022 et s'est maintenu au-dessus de sa moyenne de longue période.

Plusieurs signaux encourageants ont été enregistrés ces derniers mois : l'emploi privé a atteint un nouveau record historique au troisième trimestre, la consommation des ménages se maintient à un niveau élevé malgré les pressions inflationnistes et la production de crédits continue de progresser.

Au 4^e trimestre, la « **composante future** » explique l'essentiel du léger repli de l'indicateur. Les entreprises interrogées anticipent en effet une baisse de l'activité au prochain trimestre. De même, le maintien des tensions inflationnistes continue d'affecter la trésorerie des entreprises et nourrit des craintes relatives à l'érosion du pouvoir d'achat des consommateurs.

Les entreprises, déjà fragilisées par la crise sanitaire, sont confrontées à une situation complexe : hausse des prix de leurs intrants, difficultés de recrutement dans certains secteurs, revendications de hausses salariales visant au maintien du pouvoir d'achat et alimentant des craintes de tensions financières et sociales.

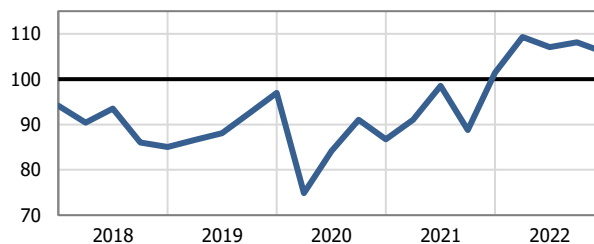
Des tensions persistantes sur la trésorerie des entreprises

Au 4^e trimestre, les tensions sur la trésorerie des entreprises se réduisent légèrement : l'amélioration des soldes d'opinion depuis le point bas du 4^e trimestre 2021 ne permet toutefois pas de faire remonter ces derniers au-dessus de leur moyenne de longue période. **Les chefs d'entreprise anticipent d'ailleurs une dégradation de leur trésorerie pour le trimestre à venir.**

Les entreprises constatent également une dégradation de leurs charges d'exploitation sur le trimestre. Cette hausse des charges s'est répercutée sur les prix de vente qui se maintiennent à un niveau nettement supérieur à leur moyenne de longue période.

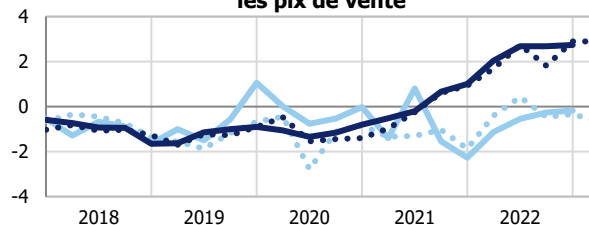
À un horizon de 12 mois, 23% des entreprises interrogées craignent toujours une défaillance (avec un taux de 36 % dans le secteur du BTP).

Indicateur du climat des affaires (ICA)
(100=moyenne de longue période, 1999-2022)



Source : IEOM, enquête de conjoncture

Soldes d'opinion portant sur la trésorerie et les prix de vente

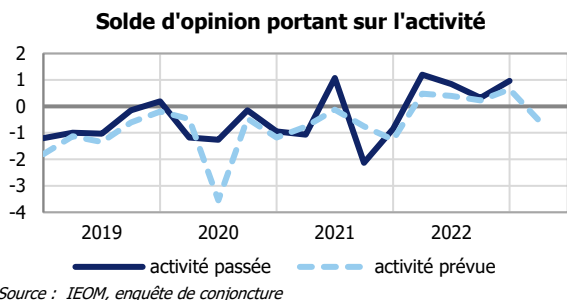


Source : Enquête de conjoncture de l'IEOM, CVS

Des chefs d'entreprise nettement plus nombreux à anticiper une baisse de leur activité

La hausse du solde d'opinion portant sur l'activité passée (4^e trimestre) se confirme. Ce solde se maintient à un niveau supérieur à sa moyenne de longue période, sans pour autant égaler son niveau du 1^{er} trimestre 2022.

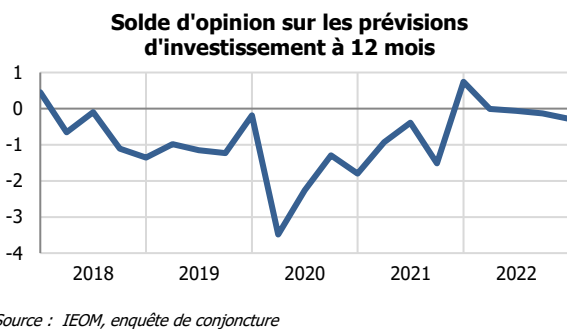
Toutefois, en ce qui concerne les perspectives pour le prochain trimestre, les entreprises anticipant une dégradation de leur activité sont nettement plus nombreuses qu'au trimestre précédent. Le solde d'opinion portant sur l'activité prévue au prochain trimestre est en forte baisse et repasse sous sa moyenne de longue période pour la première fois depuis le 3^e trimestre de 2021.



Les perspectives d'investissement restent très prudentes

Au 4^e trimestre 2022, la production totale de crédits (hors découverts) continue sa progression en rythme trimestriel (+9,8 %) et annuel (+10,7 %). Elle atteint même son niveau trimestriel le plus élevé (59,9 milliards XPF) depuis 2014. Il s'agit du troisième trimestre consécutif de hausse, après 4 trimestres de baisse.

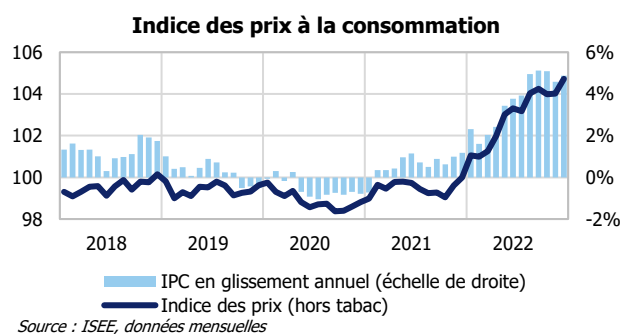
La majorité des entreprises reste toutefois très prudente sur les prévisions d'investissement à 12 mois. Ce solde d'opinion diminue pour le quatrième trimestre consécutif et se maintient sous sa moyenne de longue période.



Les tensions inflationnistes persistent malgré une baisse trimestrielle du prix de l'énergie

Au 4^e trimestre 2022, l'indice des prix à la consommation (IPC) continue d'augmenter (+0,4 %), mais dans une moindre mesure qu'au trimestre précédent (+0,9 %). Si le prix de l'énergie se replie au 4^e trimestre (-3,5 %), le prix de l'alimentation continue d'augmenter (+2,3 %) et contribue à la hausse de l'indice général.

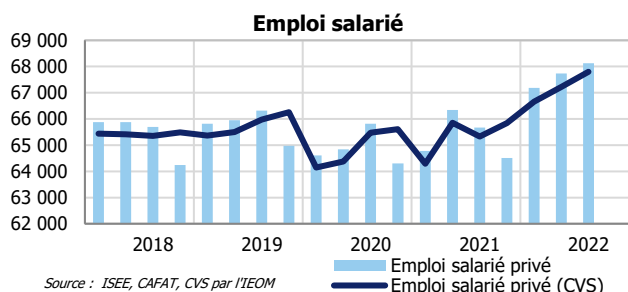
En glissement annuel, l'inflation se stabilise à 4,9 % en décembre (après 5,1 % en septembre). Les hausses de prix sont particulièrement importantes pour l'alimentation (+10,9 %) et l'énergie (+11,3 %).



L'emploi atteint une nouvelle fois un record

L'enquête de l'ISEE au 3^e trimestre 2022 indique une progression de l'emploi salarié privé (+0,9 % sur 3 mois, CVS) qui dépasse le record du trimestre précédent (67 799 salariés du privé, CVS). La reprise de l'emploi amorcée en fin d'année 2021 s'est donc maintenue malgré un contexte économique plus incertain. Les difficultés de recrutement persistent, elles pénalisent le marché de l'emploi et apparaissent toujours comme un frein pour de nombreuses entreprises.

Le solde d'opinion sur les prévisions d'effectifs se dégrade légèrement pour le 1^{er} trimestre 2023 : davantage d'entreprises envisagent de réduire leurs effectifs. **Ces anticipations conjuguées aux difficultés de recrutement pourraient indiquer une stabilisation en cours du marché de l'emploi.**

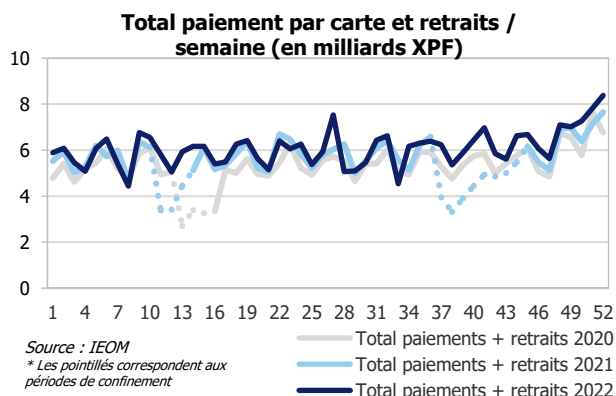


La consommation des ménages confirme sa vigueur

Alors que l'inflation accélère nettement en 2022, la consommation des ménages affiche une bonne résilience : sur l'année, **les transactions par carte** (paiements et retraits de billets) **progressent de 9,5 % par rapport à 2021** (+14,3 % par rapport à 2020). Cette progression est supérieure à la hausse des prix et souligne une augmentation de la consommation en volume. Les professionnels s'inquiètent toutefois de l'érosion du pouvoir d'achat des consommateurs si l'inflation se maintient à des niveaux élevés.

La production de crédits à la consommation continue à baisser légèrement (-3,1 % sur trois mois) pour le second trimestre consécutif. Pourtant, les immatriculations de véhicules particuliers neufs progressent (+7,3 % sur un trimestre, données CVS). La demande rebondit également sur le marché de l'occasion (+12,5 % sur un trimestre, données CVS), les transferts de cartes grises se maintenant même à un niveau supérieur à la moyenne trimestrielle des deux dernières années.

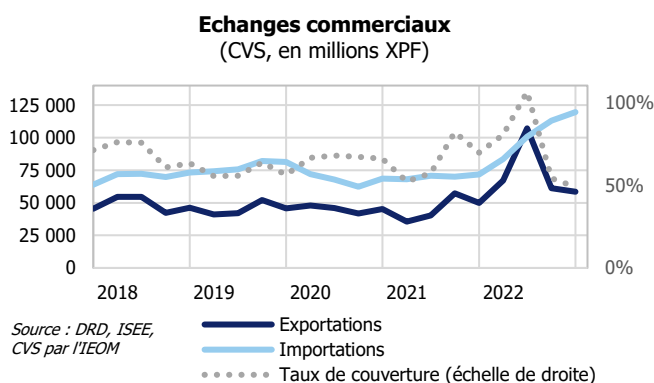
Les indicateurs de vulnérabilité des ménages demeurent à des niveaux relativement faibles au 4^e trimestre. Le nombre de personnes physiques interdites bancaires progresse légèrement par rapport au trimestre précédent (+1,2 %). Il se rapproche de la moyenne trimestrielle de l'année 2019 précédant la crise sanitaire. Les incidents de paiements sur chèques et les retraits de cartes bancaires s'orientent à la baisse (respectivement -2,1 % et -19,1 %).



La balance commerciale se dégrade à nouveau

Au 4^e trimestre 2022, la balance commerciale (CVS) se dégrade, la valeur des exportations ne représente que 48,8 % des importations (en données CVS) contre 54,0 % le trimestre précédent et 69,6 % au quatrième trimestre 2021.

Les importations enregistrent une nouvelle hausse sensible en valeur (+5,7 % sur un trimestre, CVS). En revanche, les **exportations corrigées des variations saisonnières diminuent en valeur** (-4,4 % sur un trimestre, CVS).



Des situations sectorielles contrastées

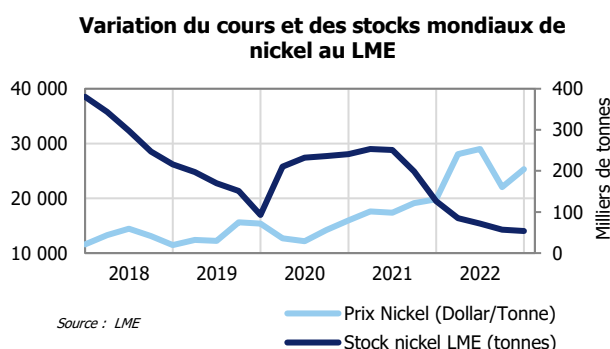
L'extraction minière en contraction et la production métallurgique en hausse

Le cours du nickel se redresse de 14,3 % après avoir subi une contraction de 24% au 3^e trimestre. Parallèlement, **les stocks de nickel au LME continuent de baisser** (-5,8 % par rapport au trimestre précédent et -57,5 % sur un an).

Au quatrième trimestre, **l'extraction minière se contracte de 11,6 % sur trois mois et de 2,3 % sur un an**, en raison notamment de conditions météorologiques moins favorables qu'au troisième trimestre.

La situation est en revanche plus favorable pour la métallurgie : les productions de ferronickel et de NHC progressent respectivement de 19,5 % et de 80,6% sur le trimestre. Certains producteurs locaux ont même atteint une production record ce trimestre (KNS a ainsi produit plus de 3 300 tonnes de ferronickel en novembre).

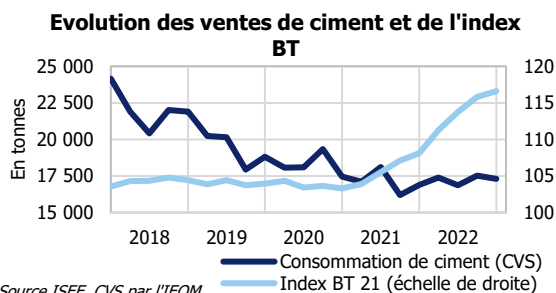
Cette hausse de la production explique la hausse des exportations de ferronickels en volume (+23,2 % en volume par rapport au 2nd trimestre, seulement + 5,0 % en valeur, les cours exportés étant globalement orientés à la baisse). Les exportations de NHC sont également orientées à la hausse en volume (+ 1,9 %) mais à la baisse en valeur (-1,1 %).



Le secteur du BTP est encore affecté par la hausse des prix

Malgré un solde d'opinion lié à l'activité passée en légère amélioration, les ventes de ciment régressent légèrement sur le trimestre (-1,2 % CVS) et semblent avoir atteint un plancher oscillant autour de 17 000 tonnes par trimestre (CVS), loin des niveaux qui prévalaient avant 2019.

Les prévisions d'activité pour le prochain trimestre se dégradent légèrement. Les prix des matériaux de construction sont toujours en hausse (+0,7 % sur le trimestre et +7,9 % sur un an pour l'index BT 21). Cette hausse pèse sur les entreprises, notamment sur celles qui ne peuvent la répercuter (souvent pour des raisons contractuelles). Toutefois, **cette augmentation des prix ralentit au 4^e trimestre** après trois trimestres consécutifs de hausse rapide.

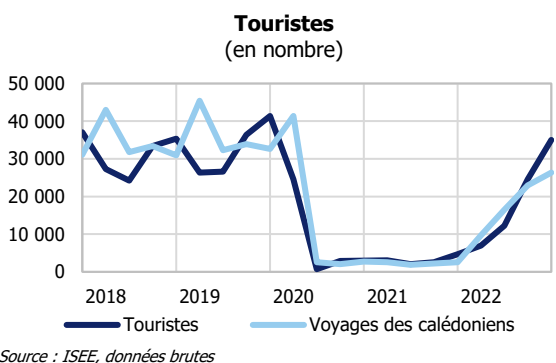


Reprise progressive de l'activité touristique internationale

Au 4^e trimestre, **la reprise de l'activité touristique se confirme**. 64% des entreprises répondantes déclarent avoir enregistré une activité en hausse au 4^e trimestre, même si seulement 24 % d'entre elles envisagent une nouvelle progression au 1^{er} trimestre 2023.

Le nombre de touristes augmente de 42,5 % sur un trimestre. 35 045 touristes ont ainsi séjourné en Nouvelle-Calédonie au 4^e trimestre 2022. Le nombre de Calédoniens sortant du territoire est également en nette hausse (+14,9 % sur un trimestre), bien qu'il n'atteigne pas son niveau d'avant crise (le 4^e trimestre 2022 représente 73 % du niveau trimestriel moyen de 2019).

Le trafic aérien interne retrouve quasiment son niveau d'avant crise covid avec 111 419 passagers en chiffres bruts (+16 970 sur trois mois, soit +18,0 % par rapport au troisième trimestre) contre 131 282 au 4^e trimestre 2019 (85 % du niveau pré-covid).



Le 4^e trimestre 2022 a été marqué par la **reprise des croisières en Nouvelle-Calédonie**, 23 paquebots et 60 371 croisiéristes ont ainsi fait escale sur le territoire. C'est environ 70 % du niveau trimestriel moyen de 2019.

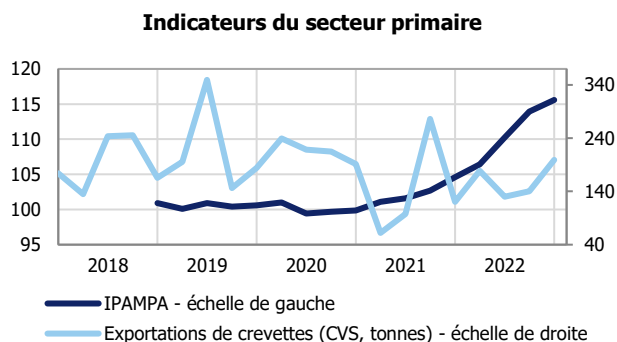
Un secteur primaire pénalisé par la hausse des coûts et par les conditions climatiques

Au 4^e trimestre, **le maintien de la dynamique de renchérissement du coût des intrants se confirme** : l'IPAMPA (Indice mensuel des Prix d'Achat des Moyens de Production Agricole) continue sa progression (+1,0 point sur trois mois pour atteindre 115,3) après la forte hausse au trimestre précédent (+4,5 points).

La Nouvelle-Calédonie est toujours affectée par une pluviométrie très élevée (phénomène La Nina). La saison chaude, habituellement peu favorable, couplée aux mauvaises conditions climatiques ont fortement impacté la production locale de fruits et légumes, d'où le nécessaire recours aux importations. Les entreprises jugent plus défavorablement leur activité sur le trimestre passé comme sur celui à venir.

Les indicateurs de la **filière élevage sont contrastés** (+11,4 % pour les abattages de bovins CVS et -1,4 % pour les abattages de porcins CVS sur le trimestre).

Concernant les **exportations de produits de la pêche et de l'aquaculture**, les évolutions sont aussi hétérogènes : si les exportations de thons chutent à 106,5 tonnes exportées (-45,3 % en données CVS), les exportations de crevettes augmentent à 199,3 tonnes exportées (+41,8 % en données CVS). Toutefois, les tonnages débarqués par les palangriers sont en repli pour le deuxième trimestre consécutif (-8,3 % après -14,5 %, données CVS).



L'ACTIVITE ECONOMIQUE MONDIALE A ETE RESILIENTE EN 2022 MALGRE L'INFLATION

Selon les estimations publiées par le FMI en janvier 2023, l'économie mondiale a enregistré une croissance de 3,4 % en 2022, soit une révision à la hausse de 0,2 point par rapport aux prévisions d'octobre. Pour 2023, le FMI anticipe une progression de l'activité mondiale de 2,9 %. Si le durcissement des conditions de financement à l'échelle mondiale et le risque d'une intensification de la guerre en Ukraine pourraient tirer l'activité économique à la baisse, la récente réouverture de la Chine et le possible déclin de l'inflation permettent d'envisager une reprise plus rapide que prévue. En effet, après avoir atteint 8,8 % en 2022, l'inflation mondiale devrait s'établir à 6,6 % en 2023 et à 4,3 % en 2024 selon les prévisions du FMI.

Aux États-Unis, le PIB a augmenté de 0,7 % au quatrième trimestre 2022, en rythme trimestriel, après une hausse de 0,8 % au trimestre précédent. La consommation des ménages est restée le principal moteur de la croissance économique alors que la contribution du commerce extérieur est en net repli. Sur l'ensemble de l'année 2022, le PIB a crû de 2,1 % selon le Bureau d'analyse économique américain. Si le FMI anticipe une croissance plus modérée en 2023 (+1,4 %), celle-ci a été revue à la hausse de 0,4 point par rapport aux prévisions d'octobre.

Dans la zone euro, l'activité a enregistré une hausse de 0,1 % au quatrième trimestre, après une augmentation de 0,3 % au troisième trimestre. Cette évolution cache des disparités entre les pays de la zone puisque l'Allemagne et l'Italie ont vu leur PIB se contracter sur la période (-0,2 et -0,1 %), à l'inverse de la France et de l'Espagne (+0,1 et +0,2 %). À fin décembre, l'inflation s'est établie à +9,2 %, contre +10,1 % un mois plus tôt. Sur l'ensemble de l'année, la croissance de la zone a atteint 3,5 % selon le FMI. En 2023, elle pourrait s'établir à 0,7 %, soit une révision à la hausse de 0,2 point par rapport aux précédentes prévisions.

En France, le PIB a crû de 0,1 % au quatrième trimestre selon l'Insee. La consommation des ménages s'est nettement contractée (-0,9 %) tandis que l'investissement a ralenti (+0,8 % après +2,3 % au trimestre précédent). Contrairement aux trois premiers trimestres de l'année, le commerce extérieur a contribué positivement à la croissance (+0,5 point). Cela s'explique par la baisse marquée des importations (-1,9 %) alors que les exportations ont reculé de manière plus modérée (-0,3 %). Sur l'ensemble de l'année, le PIB a augmenté de 2,6 %. La croissance devrait ralentir en 2023 pour s'établir à 0,3 % selon la Banque de France.

Au Japon, l'activité économique a rebondi au quatrième trimestre (+0,2 % après -0,3 %). Cette évolution s'explique par le retour des touristes étrangers après la levée totale des restrictions à l'entrée du pays en octobre, mais également par la résilience de la consommation des ménages, en hausse de 0,5 % sur le trimestre. Le PIB japonais a crû de 1,4 % sur l'ensemble de l'année 2022 et pourrait progresser de 1,8 % en 2023 selon le FMI.

Enfin, les pays émergents et en développement ont vu leur PIB augmenter de 3,9 % en 2022 avec d'importantes disparités entre les pays : si l'Inde a enregistré une croissance de 6,8 % sur l'année, la Chine a vu son activité progresser de 3 %, soit un rythme sensiblement identique à celui du Brésil et du Mexique (+3,1 %). La Russie a quant à elle vu son PIB reculer de 2,2 % sur l'ensemble de l'année. En 2023, le FMI table sur une croissance de 4,0 % pour ce groupe de pays.

Sources : FMI, BEA, Eurostat, Insee, Banque de France, Gouvernement du Japon – données arrêtées à la date du 21 février 2023.

L'INFLATION SE STABILISE À DES NIVEAUX ÉLEVÉS DANS LA ZONE ASIE-PACIFIQUE

Dans un contexte de dépréciation du dollar US, l'inflation semble se stabiliser en fin d'année 2022. Les variations de prix annuelles atteignent encore des niveaux élevés dans la zone Asie-Pacifique. Entre fin septembre et fin décembre, l'indice US dollar s'est déprécié de près de 9 %, permettant ainsi de réduire le coût de nombreux produits importés, notamment énergétiques. La plupart des banques centrales de la zone Pacifique ont continué d'augmenter leurs taux directeurs afin de freiner la dynamique des prix. La Bank of Japan et la People's Bank of China font figure d'exception.

En **Australie**, l'économie conserve une dynamique positive comme en témoigne le taux de croissance du troisième trimestre (5,9 % en glissement annuel contre 3,6 % au trimestre précédent). Les dépenses de consommation des ménages contribuent très majoritairement à cette croissance, dans un contexte de réduction des effets de la pandémie de Covid-19. L'indice des prix à la consommation augmente de 7,8 % en décembre 2022 (après 7,3 % au trimestre précédent). Pour lutter contre l'inflation, la Reserve Bank of Australia a augmenté ses taux à trois reprises de 25 points de base au début de chaque mois du trimestre. La hausse du 7 décembre porte le taux directeur à 3,10 %. Du côté du marché du travail, le chômage ne représente au quatrième trimestre que 3,5 % de la population active, tandis que les salaires sont toujours orientés à la hausse (3,0 % en croissance annuelle).

En **Nouvelle-Zélande**, le PIB progresse au troisième trimestre 2022 : +2,7 % contre +1,1 % au trimestre précédent en glissement annuel, notamment du fait de la contribution positive de l'investissement privé (+3,3 %) et des exportations de biens et services (+7,8 %). Par ailleurs, l'inflation semble se stabiliser : le taux de croissance de l'IPC en glissement annuel s'élève à 7,2 % en décembre et ce taux n'évolue que très peu depuis juin. Dans ce contexte, la Reserve Bank of New Zealand a poursuivi sa politique de resserrement monétaire: la hausse de 75 points de base du 23 novembre porte le taux directeur à 4,25 %. Bien qu'historiquement faible, le taux de chômage repart légèrement à la hausse au dernier trimestre (3,4 %).

En **Indonésie**, la croissance atteint 5,0 % au quatrième trimestre en glissement annuel, contre 5,7 % au trimestre précédent. L'inflation s'établit à 5,5 % en glissement annuel en décembre, après avoir atteint un record depuis 7 ans en septembre (6,0 %). Pour limiter les conséquences de l'inflation et renforcer la stabilisation de la roupie (qui a connu une dépréciation de 8,6 % en un an), la Bank Indonesia a augmenté ses taux au cours de chaque mois du trimestre. Après la dernière hausse de 25 points de base, le taux directeur s'élève à 5,50 % au 22 décembre.

Sources : FMI, The World Bank, Stats NZ, Australian Bureau of Statistics, Bank of Indonesia, BoJ.

Toutes les publications de l'IEOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.ieom.fr

Directeur de la publication : Y. CARON – Responsable de la rédaction : J. CHARBONNEAU
Rédaction : D. CHATELAIN, A. HUC, D. TITO
Éditeur : IEOM